

**VALMAIN**

GROUPEMENT FORESTIER AU CAPITAL SOCIAL DE 32.715,57 EUROS

SIEGE SOCIAL : ROANNE (LOIRE) – 63 RUE JEAN JAURES

RCS ROANNE : 350 065 637

---

**STATUTS MODIFIES**

**PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU ..... 2023**

---

## **TITRE I**

### **FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL – DUREE – PROROGATION DE DUREE - DISSOLUTION**

#### **ARTICLE 1 – FORME**

---

Le groupement forestier a été constitué par acte sous seing privé en date du 28 février 1989, enregistré à Roanne (Loire) le 2 mars 1989 sous la mention p.79-bordereau n°100/21.

Ce groupement, société civile à statut légal particulier, est régi par :

- les dispositions des chapitres I et II du titre IX du livre III du Code civil (articles 1832 à 1870-1)
- les dispositions du titre IV du livre II du Code forestier (partie législative et réglementaire)
- les stipulations des présents statuts.

#### **ARTICLE 2 – OBJET**

---

Le groupement a pour objet :

- la constitution, l'amélioration, l'équipement, la conservation ou la gestion d'un ou plusieurs massifs forestiers, avec leurs accessoires ou dépendances inséparables, sur les terrains boisés ou à boiser et sur tous autres terrains que le groupement pourrait acquérir à titre onéreux ou à titre gratuit dans le département de la LOIRE
- et généralement l'accomplissement de toutes opérations quelconques qui, ou bien se rattachent directement ou indirectement à cet objet, notamment les acquisitions de terrains boisés ou à boiser, ou bien en dérivent normalement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil du groupement.

#### **ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE**

---

Le groupement forestier prend la dénomination de :

#### **VALMAIN**

Dans tous les actes, annonces, publications ou autres documents émanant du groupement, cette dénomination sociale devra toujours apparaître, précédée ou suivie immédiatement des mots écrits visiblement en toutes lettres : groupement forestier.

Elle sera suivie de la mention « société civile », de l'indication du montant du capital social, de l'adresse de son siège social, du siège du tribunal au greffe duquel le groupement est immatriculé à titre principal et du numéro d'immatriculation qu'il a reçu.

#### **ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL**

---

Le siège du groupement forestier est fixé à ROANNE (Loire) – 63 RUE JEAN JAURES.

Il peut être transféré en tout autre endroit du département, par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par décision collective ordinaire des associés, et partout ailleurs, par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions prévues au Titre IV.

#### **ARTICLE 5 – DUREE**

---

La durée du groupement est fixée à 99 ans maximum.

Le point de départ de ce délai est la date d'immatriculation du groupement forestier au Registre du commerce et des sociétés, soit le 8 mars 1989.

#### **ARTICLE 6 – PROROGATION DE DUREE**

---

Le groupement pourra être prorogé une ou plusieurs fois, sans que chaque prorogation puisse excéder 99 ans, si l'unanimité des associés le décide. A cette fin éventuelle, un an au moins avant la date d'expiration du groupement, les associés devront être consultés par les soins de la gérance. A défaut, tout associé pourra demander au Président du tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège du groupement, de, statuant sur requête, désigner un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

#### **ARTICLE 7 – DISSOLUTION**

---

Le groupement pourra être dissout par anticipation si les associés en décident à l'unanimité, par décision du tribunal ou à la demande d'un associé, pour justes motifs, notamment en cas d'inexécution de ses obligations par un associé, ou de mésentente entre associés paralysant le fonctionnement du groupement.

Il n'est pas dissout par le décès, la déconfiture, la faillite personnelle, la procédure collective d'un associé ni par la cessation des fonctions d'un Gérant. Dans ces cas, il est fait application des dispositions particulières prévues à l'article 16.

## **TITRE II**

### **APPORTS – CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES**

#### **ARTICLE 8 – APPORTS**

---

**8-1** Lors de la constitution du groupement forestier, le 28 février 1989, il a été fait les apports suivants :

- Par Monsieur Pierre TAMAIN ..... 150.000 FRS
  - Par Monsieur Guy VALLARD ..... 150.000 FRS
- Soit un total de 300.000 FRS (45.734,71 EUROS).

**8-2** Aux termes d'un acte reçu par Maître BONNEFOI, Notaire à SAINT JUST EN CHEVALET (Loire), le 7 juin 2006, il a été retiré du patrimoine social du groupement forestier des parcelles sises à RENAISON (Loire) évaluées à 13.019,14 euros ayant entraîné une réduction de capital social de 13.019,14 euros par annulation de 854 parts.

#### **ARTICLE 9 – CAPITAL SOCIAL**

---

Le capital social initialement fixé à la somme de 300.000 francs est désormais fixé à la somme de 32.715,57 EUROS (trente-deux mille sept cents quinze EUROS et cinquante-sept centimes).

Il est divisé en 2.146 parts égales de 15,24 EUROS (quinze EUROS et vingt-quatre centimes) chacune, numérotées de 1 à 2.146 inclus, intégralement libérées et réparties de la manière suivante entre les associées :

- Madame Brigitte TAMAIN pour la nue-propriété  
et Madame Juliette TAMAIN pour l'usufruit,  
numérotées de 1 à 1.070 inclus 1070 parts
- Madame Juliette TAMAIN pour la moitié en pleine  
propriété et la moitié en usufruit  
et à Madame Brigitte TAMAIN pour la moitié  
en nue-propriété, numérotées de 1.071 à 1.073 inclus 3 parts
- ROANNAIS AGGLOMERATION en pleine propriété  
numérotées de 1.074 à 2.146 inclus 1073 parts

#### **ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DU CAPITAL**

---

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti selon décision collective extraordinaire prise dans les conditions indiquées à l'article 19-2.

En cas d'augmentation de capital par création de parts sociales correspondant à des apports en numéraire, les associés organisent, s'ils le jugent opportun, toutes modalités de souscription, avec ou sans droit préférentiel.

## **ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES**

---

**11-1** Chaque part sociale donne droit dans la propriété de l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Elle donne droit par ailleurs à la répartition des bénéfices et du boni de liquidation ainsi qu'à l'obligation de la contribution aux pertes.

Elle donne aussi droit de participer aux décisions collectives.

**11-2** L'associé répond à l'égard des tiers, indéfiniment des dettes sociales à proportion de sa part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

**11-3** Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Le droit de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes qui pourraient les modifier et des cessions qui seraient régulièrement consenties et constatées. Une copie, certifiée conforme par la gérance, de ces documents sera délivrée, aux frais du groupement, à tout associé qui en fera la demande.

**11-4** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'une part sociale sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Sauf convention contraire signifiée à la société, l'usufruitier représente valablement le nu-propiétaire.

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un démembrement, usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions.

Il est néanmoins précisé :

- qu'en vertu des dispositions de l'article 1844, premier alinéa, du Code civil, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives nonobstant toute disposition statutaire contraire
- que le troisième alinéa de cet article dispose notamment que si une part est grevée d'un usufruit, le nu-propiétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives
- que l'exercice du droit de vote de l'usufruitier ne devra ni amener une augmentation des engagements du nu-propiétaire ni s'exercer dans le dessein de favoriser ses intérêts au détriment de ceux des autres associés
- que le nu-propiétaire devra voter chaque fois que la loi exige un vote unanime
- que l'usufruitier ne devra pas porter atteinte à l'article 578 du Code civil aux termes duquel l'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à charge d'en conserver la substance.

**11-5** Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte, de plein droit, adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

## **ARTICLE 12 – CESSIION DE PARTS**

---

### **12-1 Formalités**

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Entre époux, cette cession doit être effectuée par acte notarié ou sous seing privé enregistré.

Pour être opposable au groupement, conformément à l'article 1690 du Code civil et à l'article L. 241-4 du Code forestier, la cession doit être signifiée au groupement par acte extrajudiciaire ou être acceptée par la gérance dans un acte authentique ou sous seing privé.

Seules pourront être cédées les parts pour lesquelles les versements exigibles à l'égard du groupement auront été effectués, à moins qu'il s'agisse d'une cession de parts dispensée d'agrément ou que l'agrément obtenu ait accepté le cessionnaire comme nouveau débiteur.

Pour être opposable aux tiers, la cession doit faire l'objet d'un dépôt au registre du commerce et des sociétés.

### **12-2 Dispense d'agrément**

Entre associés, les parts sont librement cessibles.

Il en est de même :

- au profit du conjoint d'un associé, des ascendants et descendants du cédant
- en ce qui concerne l'associé ROANNAIS AGGLOMERATION, au profit d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), nouveau ou existant, dans le cadre d'une opération de restructuration et/ou modification statutaire de ROANNAIS AGGLOMERATION telle que : fusion, transformation, transferts ou variations de compétences et/ou de périmètres, etc...

À la demande de l'associé qui désire céder des parts, sans proposer de cessionnaire, la gérance consulte l'ensemble des autres associés sur leur intention de les acquérir : à ces fins, la gérance adresse à chaque associé une lettre indiquant le nombre des parts mises en vente et la date à laquelle les offres écrites devront lui parvenir pour être transmises au cédant. La gérance informe les associés concernés de l'acceptation ou non de leurs offres.

### **12-3 Agrément**

**12-3-1** Hormis les cas susnommés ayant dispense d'agrément, un agrément est nécessaire ; il est donné par les autres associés. Cet agrément est obligatoire quelles que soient la cause et la nature de la mutation, volontaire ou forcée, à titre gratuit ou à titre onéreux, le tout selon les dispositions qui suivent.

Les voix du cédant ne sont pas prises en compte pour les calculs de majorité qui vont suivre.

**12-3-2** Le cédant notifie son projet de cession au groupement et aux autres associés par lettre recommandée avec avis de réception. Cette notification doit contenir la reproduction intégrale du présent article.

Chaque associé doit faire connaître au groupement, dans les deux mois de cette notification, s'il donne son agrément.

À l'expiration de ce délai, la gérance dépouille les réponses et notifie le résultat au cédant et aux associés dans les huit jours, par lettre recommandée avec avis de réception.

L'agrément est acquis si parmi les associés s'est dégagée une majorité de trois quarts de voix favorables.

Faute de réponse au cédant dans ce délai de deux mois et huit jours, l'agrément est réputé accordé et la cession peut avoir lieu.

### **12-3-3 Refus d'agrément**

En cas de refus d'agrément, les associés doivent proposer un ou plusieurs autres cessionnaires au cédant dans le délai de six mois de la dernière des notifications faites par le cédant au 1er alinéa du paragraphe 12-3-2 qui précède. Cette substitution de cessionnaire a lieu dans les conditions du paragraphe 12-3-4.

Pendant ce même délai de six mois, les associés peuvent encore décider la dissolution anticipée du groupement au lieu d'une substitution de cessionnaire. La gérance notifie, dans ce cas, par lettre recommandée avec avis de réception, la décision au cédant qui dispose d'un délai d'un mois pour renoncer à son projet de cession. S'il persiste, la dissolution est définitive à compter de l'expiration de ce délai d'un mois. S'il renonce, la cession n'a pas lieu et le groupement continue.

À défaut de substitution de cessionnaire ou de dissolution dans ce délai de six mois, l'agrément est réputé acquis et la cession peut avoir lieu.

### **12-3-4 Substitution de cessionnaire**

Un ou plusieurs associés peuvent exprimer leur volonté d'acquérir les parts du cédant. Une offre n'est valable que si elle porte sur la totalité des parts du cédant. Si plusieurs associés font cette offre – sauf accord entre eux sur le nombre de parts acquises par chacun – ils recevront un nombre de parts proportionnel au nombre de celles détenues par chacun au jour de la notification du cédant. Si le calcul conduit à des rompus, ceux-ci sont attribués selon la même règle par la gérance.

Les offres d'acquisition doivent, pour être valables, être notifiées au groupement, au cédant et aux autres associés, au plus tard un mois après la notification du refus d'agrément. La cession au profit du ou des associés acquéreurs est parfaite dès la dernière de ces notifications, sauf renonciation par le cédant à la cession projetée dans les quinze jours de la notification qui lui est faite par la gérance, ou demande par lui, à la gérance, dans le même délai, de la nomination d'un expert à raison du désaccord sur le prix.

À l'expiration de ce délai d'un mois sans qu'il y ait eu offre d'acquisition, la gérance convoque en assemblée les associés autres que le cédant. Il informe le cédant de la date de cette assemblée. Le défaut de convocation de cette assemblée dans les quinze jours vaut agrément pour la cession.

Cette assemblée désigne un tiers acceptant ou le groupement lui-même pour acheter les parts du cédant. La cession est parfaite au profit du tiers ou du groupement dès le vote positif de l'assemblée, sauf renonciation par le cédant à la cession projetée dans les quinze jours de la notification qui lui est faite par la gérance, ou demande par lui à la gérance dans le même délai de la nomination d'un expert à raison du désaccord sur le prix.

Une ou plusieurs autres assemblées peuvent être tenues sur le même sujet, à l'intérieur du délai de six mois mentionné au paragraphe 12-3-3 qui précède.

### **12-3-5 Prix**

Dans les cas susvisés aux paragraphes 12-3-3 et 12-3-4, l'offre d'acquisition peut avoir lieu moyennant un prix différent de celui demandé par le cédant.

Si ce prix n'est pas accepté, il est déterminé par un expert désigné d'accord entre les parties ou, à défaut, sur requête de la partie la plus diligente, par ordonnance du président du tribunal de grande instance, sans recours possible. Les délais sont alors majorés du temps nécessaire à l'expert pour remplir sa mission. Le prix fixé par l'expert s'impose à tous, sauf renonciation par le cédant à la cession projetée dans les quinze jours de la notification qui lui en est faite par le gérant.

### **12-3-6 Procédure**

Toutes les demandes ou notifications ont lieu par ministère d'huissier ou par lettre recommandée avec avis de réception, le cachet de la poste faisant foi de la date. La gérance peut faire procéder à toute régularisation d'office de l'acte de cession en cas de défaillance ou de refus dûment constatés de l'une des parties. Cette régularisation a lieu devant notaire avec ou sans le concours ni la présence du défaillant.



### **ARTICLE 13 – RECONNAISSANCE DE LA QUALITE D'ASSOCIE AU CONJOINT D'UN ASSOCIE**

---

Jusqu'à dissolution de la communauté, un époux ne peut, à peine de nullité, employer des biens communs pour faire un apport au groupement ou acquérir des parts émises par celui-ci sans que son conjoint en ait été averti 1 mois au moins à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception, et sans qu'il en soit justifié dans l'acte.

La qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui fait l'apport ou procède à l'acquisition.

Toutefois, la qualité d'associé est également reconnue, pour la moitié des parts souscrites ou acquises, au conjoint ayant notifié au groupement son intention d'être personnellement associé.

Lorsque cette notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition des parts, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé par les associés dans les conditions de majorité prévues à l'article 19-2 ci-après, étant précisé que l'époux associé ne participe pas au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

### **ARTICLE 14 – NANTISSEMENT ET REALISATION FORCEEE DE PARTS**

---

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté, soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé signifié au groupement ou accepté par lui dans un acte authentique et donnant lieu à la publicité légale dont la date détermine le rang des créanciers nantis, conformément aux dispositions de l'article 1866 du Code civil.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement, dans les mêmes conditions que prévu à l'article 12 des présents statuts pour leur agrément à un projet de cession de parts.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de vente forcée des parts sociales, à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et au groupement.

Chaque associé peut se substituer au cessionnaire dans un délai de 5 jours francs à compter de la vente, en faisant, avant l'expiration de ce délai, ses offres d'acquisition au groupement et à l'autorité poursuivant la vente.

Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

Si aucun associé n'exerce sa faculté de substitution, le groupement peut racheter lui-même les parts en vue de leur annulation. Une décision des associés doit alors être prise. Les voix attachées aux parts vendues ne sont pas comptées pour le calcul des majorités nécessaires à cette décision.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée aux associés et au groupement, un mois avant la vente.

Il peut alors être décidé par les associés, dans ce délai, de procéder à la dissolution du groupement ou à l'acquisition des parts dans les conditions prévues à l'article 12 des présents statuts en cas de substitution de cessionnaire conformément aux dispositions des articles 1862 et 1863 du Code civil.

Si la vente a eu lieu, les associés ou le groupement peuvent exercer la faculté de substitution dans les conditions ci-dessus définies. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

## **ARTICLE 15 – RETRAIT D'UN ASSOCIE**

---

Tout associé peut se retirer totalement ou partiellement du groupement après autorisation unanime des autres associés.

Ce retrait peut également être autorisé pour justes motifs par une décision de justice. Le retrait, s'il est accepté ou prononcé en justice, a lieu selon les modalités suivantes pour lesquelles les voix du retrayant ne sont pas comptées.

L'assemblée décide de payer en nature ou en numéraire le retrayant ; en cas de paiement en numéraire, elle peut imposer au retrayant des délais de paiement non supérieurs à un an pour le quart de ses droits, et à trois ans pour le surplus. Au-delà d'un an, les sommes dues portent intérêt au taux légal.

À défaut d'accord amiable, la valeur des droits du retrayant est fixée conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

## **ARTICLE 16 – DECES ET EXCLUSION D'UN ASSOCIE**

---

### **16-1 Décès d'un associé**

Le décès d'un associé n'entraîne pas la dissolution du groupement. Celui-ci continue, de plein droit, entre les associés survivants. Sous réserve d'agrément donné selon les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus pour les cessions de parts, il continue également avec les héritiers et légataires du défunt ainsi que, éventuellement, le conjoint survivant de celui-ci.

Les héritiers ou légataires qui ne deviennent pas associés, reçoivent, à proportion de leurs droits dans la succession, la valeur des parts sociales dont ils sont privés. À défaut d'accord amiable, cette valeur est déterminée au jour du décès, par un expert, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Suivant que les associés décident de procéder à une répartition entre eux de ces parts ou au rachat par le groupement avec réduction corrélative du montant du capital social, cette valeur est payée aux intéressés par les nouveaux titulaires des parts ou par le groupement dans un délai fixé par les associés, qui ne peut être inférieur à un an ni supérieur à trois ans.

Les héritiers, les bénéficiaires de ces dispositions de dernière volonté, les représentants ou le conjoint survivant sont tenus de notifier le décès de leur auteur à la gérance et de justifier vis-à-vis d'elle de leurs qualités.

Ils ne peuvent, soit au cours du groupement, soit au cours des opérations de liquidation, faire apposer les scellés sur les valeurs et les papiers du groupement, ni demander la licitation ou le partage, ni s'immiscer en aucune manière dans sa gestion. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux états de situation annuels et aux décisions de l'assemblée ou des associés, statuant dans les conditions prévues aux présents statuts.

La même interdiction existe pour les héritiers et représentants de l'épouse commune en biens de l'un des associés venant à décéder au cours du présent groupement et pour les créanciers personnels des associés.

### **16-2 Exclusion d'un associé**

S'il y a déconfiture, faillite personnelle, liquidation de biens ou règlement judiciaire atteignant l'un des associés, il est procédé au rachat par le groupement, dans les conditions énoncées à l'article 1843-4 du Code civil, des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'associé.

Les dispositions du paragraphe 16-1 ci-dessus sont applicables en cas d'exclusion d'un associé.

## **TITRE III**

### **GERANCE**

## **ARTICLE 17 – NOMINATION – DEMISSION – REVOCATION DES GERANTS**

---

### **17.1 Nomination**

Le groupement est géré par un ou plusieurs gérants nommés par décision ordinaire de l'assemblée des associés.

Le(s) gérant(s) peu(ven)t être associé(s) ou non.

Toute personne physique ou morale peut être nommée gérant. Lorsque le gérant est une personne morale, ses représentants légaux sont soumis aux mêmes conditions et obligations que s'ils étaient gérants en leur propre nom. Il peut néanmoins se faire représenter lui-même selon les règles du mandat, mais sans que ce mandat soit opposable au groupement.

Le gérant peut percevoir une rémunération au titre de l'exercice de ses fonctions fixée par décision ordinaire des associés.

### **17.2 Démission**

Tout gérant peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à chacun des associés avec un préavis d'au moins 3 mois.

### **17.3 Révocation**

Tout gérant est toujours révocable par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Le gérant est également révocable par les tribunaux, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

### **17.4 Vacance**

La démission ou la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non, n'entraîne pas de plein droit la dissolution du groupement. Quand il existe plusieurs gérants, si l'un d'entre eux vient à cesser ses fonctions, le groupement est géré par le ou les gérants restés en fonction, jusqu'à ce qu'il soit décidé par l'assemblée ou par les associés du remplacement, ou non, du gérant dont les fonctions ont cessé.

Au cas où la gérance deviendrait entièrement vacante, il serait procédé à la nomination d'un ou de plusieurs nouveaux gérants par une assemblée convoquée à la requête de l'associé le plus diligent, dans le délai de deux mois à compter de la vacance. Passé ce délai, tout associé peut également demander au président du tribunal de grande instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Tout intéressé peut demander au tribunal de prononcer la dissolution anticipée du groupement, lorsqu'il est dépourvu de gérant depuis plus d'un an.

### **17.5 Publicité**

La nomination et la cessation de fonction des gérants doivent être publiées.

Ni le groupement, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination des gérants ou dans la cessation de leur fonction, dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

## **ARTICLE 18 – POUVOIRS**

---

### **18-1 Pouvoirs dans les rapports entre associés**

Dans les rapports entre associés et en cas de pluralité de gérants, les gérants peuvent accomplir séparément tous les actes de gestion que demande l'intérêt du groupement, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Pour faciliter le contrôle mutuel des actes de gestion de chaque gérant, toute opération impliquant un engagement, direct ou indirect, supérieur à une limite fixée chaque année par l'assemblée des associés, devra être notifiée par le gérant qui projette de l'accomplir à chacun des autres gérants.

### **18-2 Pouvoirs dans les rapports avec les tiers**

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) engage(nt) séparément le groupement par les actes entrant dans l'objet social. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

### **18-3 Limitation des pouvoirs de la gérance**

Les actes et opérations suivants ne peuvent être effectués par la gérance sans l'accord préalable de l'assemblée ordinaire des associés, savoir :

- les achats et échanges d'immeubles entrant dans l'objet du groupement
- l'adoption du plan simple de gestion conforme aux dispositions de l'article L. 222-1 du Code forestier et de tout autre plan d'aménagement ou de gestion des immeubles forestiers appartenant au groupement, ainsi que toutes modifications aux susdits plans
- toute exécution dérogatoire aux programmes de travaux et de coupes de bois non prévues au plan simple de gestion, hormis la vente ou la délivrance de produits forestiers accidentels
- les contrats, marchés et commandes de matériel, lorsque les travaux afférents ne sont pas compris dans le budget annuel approuvé par l'assemblée ordinaire des associés

- tous baux et concessions
- les mainlevées sans paiement
- toutes remises de dettes
- tous emprunts
- tous procès en justice
- toutes transactions et compromis
- les nominations d'agents, gardes et autres employés du groupement
- tous engagements, d'une façon plus générale, qui dépasseraient les dépenses prévues au budget annuel approuvé par l'assemblée ordinaire des associés

Les limitations de pouvoirs de la gérance ci-dessus stipulées sont inopposables aux tiers.

#### **18-4 Délégation de pouvoirs de la gérance**

Le gérant peut conférer à telle personne que bon lui semble tous pouvoirs pour un ou plusieurs objets déterminés.

#### **18-5 Signature sociale**

La signature sociale appartient au gérant qui peut la déléguer.

Les actes engageant le groupement vis-à-vis des tiers doivent porter la signature, soit d'un gérant, soit de tout autre mandataire muni d'une délégation spéciale.

#### **18-6 Responsabilité de la gérance**

Le gérant est responsable envers le groupement et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

## **TITRE IV**

### **DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

#### **ARTICLE 19 – NATURE DES DECISIONS**

---

##### **19-1 Décisions ordinaires**

Les décisions collectives ordinaires sont toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts. Au moins une fois par an, les associés sont appelés à prendre des décisions collectives ordinaires.

L'assemblée ordinaire des associés adopte tous les ans un budget annuel.

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés ou votant par correspondance.

##### **19-2 Décisions extraordinaires**

Seules les décisions collectives extraordinaires peuvent décider de modifier les statuts, de révoquer le gérant et la dissolution ou la mise en liquidation du groupement forestier.

Les décisions collectives extraordinaires sont adoptées par un ou des associés représentant plus des trois quarts des parts sociales.

#### **ARTICLE 20 – CONVOCATION – TENUE DES ASSEMBLEES – DROIT DE VOTE**

---

##### **20-1 Convocation**

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du gérant ou de l'initiateur de la convocation, par correspondance ou en assemblée générale.

Les assemblées sont convoquées par le gérant du groupement forestier. De même en cas de vote par correspondance, la consultation des associés est organisée par le gérant.

La convocation ou la consultation est faite par tout procédé de communication écrit tel que email, lettre simple ou recommandée, adressé au moins quinze (15) jours avant la date de l'assemblée ou du vote par correspondance.

Dans le cas où une assemblée est convoquée, les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

## **20-2 Tenue des assemblées et vote**

Tout associé a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et quel que soit le nombre de parts qu'il possède, dès lors qu'elles ont été libérées des versements exigibles.

Tout associé peut se faire représenter à l'assemblée par un autre associé ou un tiers ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un démembrement, usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions.

Tout associé peut également voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé au groupement forestier selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir au groupement forestier trois (3) jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

Le droit de communication des associés s'exerce conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les assemblées générales peuvent être organisées par le biais d'un procédé de visioconférence dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur. Les associés participant ainsi à distance aux assemblées sont réputés présents pour le calcul de la majorité.

Une feuille de présence, dûment émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Les assemblées sont présidées par le gérant ou, en son absence et pour la durée de son absence, par toute autre personne désignée par les associés parmi l'un d'entre eux à la majorité simple des associés présents ou représentés.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne sous la responsabilité de la gérance les éléments nécessaires à l'information des associés.

Ce procès-verbal est établi et signé par la gérance sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé.

Ce registre peut être tenu et les procès-verbaux établis sous forme électronique ; dans ce cas, les procès-verbaux sont signés au moyen d'une signature électronique respectant les dispositions légales et réglementaires.

Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par la gérance.



### **20-3 Consultation écrite – Décisions unanimes**

Ces formalités de convocation et tenue des assemblées ne sont pas obligatoires, et les décisions et résolutions peuvent toujours résulter d'un vote individuel formulé par écrit.

Le gérant adresse alors à chacun des associés, par lettre recommandée, le texte de la décision ou résolution proposée en y ajoutant, s'il y a lieu, toutes explications et renseignements utiles.

Les associés ont un délai de quinze jours, à compter de l'envoi de cette lettre, pour faire parvenir par écrit leur vote à la gérance et peuvent pendant ce délai demander des renseignements complémentaires nécessaires.

Les décisions et résolutions sont prises dans les mêmes conditions de représentation et de majorité que pour les délibérations des assemblées ; les associés dont les votes ne seraient pas reçus à l'expiration du délai ci-dessus sont considérés comme absents et non représentés.

Le procès-verbal de la consultation est établi par la gérance qui y annexe les votes des associés.

Il est établi et signé par la gérance sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé. Ce registre peut être tenu et le procès-verbal établi sous forme électronique. Dans ce cas, le procès-verbal est signé au moyen d'une signature électronique dans le respect des dispositions légales et réglementaires.

En outre, les associés pourront toujours, d'un commun accord à tout moment, prendre à l'unanimité toutes décisions collectives qui leur paraîtraient nécessaires par acte notarié ou sous seing privé, sans avoir à observer les règles pour la réunion des assemblées ou pour les votes individuels par écrit.

## **TITRE V**

### **INFORMATION DES ASSOCIES**

#### **ARTICLE 21 – EXERCICE SOCIAL**

---

L'exercice social a une durée de 12 mois. Il débute le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

#### **ARTICLE 22 – COMPTES SOCIAUX**

---

Il est tenu un livre-journal où sont inscrites jour après jour les recettes et les dépenses.

Ce livre se présente sous forme de deux colonnes principales distinctes et de colonnes secondaires permettant d'affecter la recette ou la dépense selon les modalités de paiement et selon sa nature.

Par ailleurs, est tenu constamment à jour un état complet des emprunts apportant toutes précisions sur ceux-ci, en particulier sur les sûretés les accompagnant et l'état de leur remboursement.

En outre, est dressé un tableau des immobilisations et des amortissements. Tous les ans, il est procédé à des amortissements sur les immobilisations susceptibles de dépréciation.

Sont portés comme recettes les divers encaissements résultant de l'activité du groupement, y compris les cessions d'éléments d'actif et les emprunts.

Sont portés comme dépenses les divers versements, les acquisitions d'éléments d'actif et les remboursements d'emprunts.

La différence relevée entre les recettes et les dépenses constitue l'excédent, ou le déficit, de la période de référence.

Les comptes de l'exercice écoulé sont présentés aux associés dans un rapport écrit d'ensemble sur l'activité du groupement pendant l'exercice écoulé. Ce rapport indique avec précision l'excédent constaté, qualifié de bénéfice, ou le déficit relevé, constituant la perte.

Il donne des indications sur les perspectives prévisibles de l'évolution du groupement.

Il établit ou fait établir un tableau des immobilisations récapitulant l'ensemble des biens immobiliers à usage agricole et l'ensemble des biens immobiliers à usage forestier détenus par le groupement au 31 décembre de chaque année. Le rapport est soumis aux associés, en assemblée, dans les 6 mois à compter de la clôture de l'exercice. Il est joint à la lettre de convocation.

## **ARTICLE 23 – AFFECTATION DES RESULTATS**

---

Le bénéfice dégagé pour la période de référence est réparti entre les associés à proportion de leur participation dans le capital.

Les associés peuvent cependant décider qu'une partie, ou la totalité du bénéfice, sera portée au crédit d'un compte bloqué au nom du groupement.

Les associés supportent la perte, s'il en a été constaté une, dans la même proportion que le bénéfice. En cas d'existence d'un compte bloqué au nom du groupement, elle sera compensée avec le résultat positif de celui-ci.

Toute répartition des bénéfices après règlement annuel des comptes sera interdite, même sous forme d'intérêts au capital social, avant le remboursement des annuités échues des prêts bancaires.

## **TITRE VI**

### **LIQUIDATION - CONTESTATIONS**

#### **ARTICLE 24 – LIQUIDATION**

---

À l'expiration de la durée prévue par l'existence du groupement ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée règle, sur la proposition de la gérance, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, dont elle détermine les pouvoirs.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif social, en vertu de décisions prises par l'assemblée.

Celle-ci pourra notamment donner pouvoir aux liquidateurs de réaliser l'apport ou la cession à un autre groupement, à une autre société ou à toute autre personne d'une partie ou de l'ensemble des biens, droits et obligations du groupement dissout.

L'assemblée régulièrement constituée statue, pendant la liquidation, aux mêmes conditions de quorum et de majorité que durant le cours du groupement ; elle conserve les mêmes attributions et peut, notamment remplacer les liquidateurs, approuver leurs comptes ou leur en donner décharge.

Après extinction du passif et des charges, le produit net de la liquidation est employé en premier lieu à rembourser aux associés le montant non amorti de leurs parts ; le surplus, s'il en existe, sera réparti entre les associés, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux et suivant leur valeur nominale.

L'acte de nomination du liquidateur ainsi que l'avis de clôture de la liquidation, signé par le liquidateur sont publiés conformément aux dispositions réglementaires.

La liquidation doit être clôturée dans un délai de trois ans à compter de la dissolution.

À défaut, tout intéressé peut saisir le tribunal qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

#### **ARTICLE 25 – CONTESTATIONS**

---

Toutes contestations qui peuvent s'élever entre les associés au sujet des affaires sociales, pendant le cours du groupement ou de sa liquidation, sont soumises à la juridiction du tribunal de grande instance du siège social.

À cet effet, en cas de contestation, les associés devront faire élection de domicile, attributif de juridiction, au siège du groupement où tous actes leur seront valablement et exclusivement signifiés.